

problèmes de devise du Mexique, contraignant pratiquement le gouvernement à vider ses réserves en devises étrangères. À la fin de décembre 1994, le gouvernement a cessé de soutenir le peso et, en quelques jours, la monnaie nationale perdait un tiers de sa valeur. On est parvenu à éviter l'effondrement du système financier mexicain uniquement avec une aide financière internationale de 50 milliards de dollars US versés à l'initiative des États-Unis, avec des apports du Canada et d'autres pays.

La crise économique

La dévaluation brutale du peso en décembre 1994 a fait grimper brutalement le prix des importations. Cette hausse a eu des effets dévastateurs sur l'industrie mexicaine qui, au cours des dernières années, avait commencé à utiliser beaucoup plus d'intrants étrangers. En avril 1995, la production industrielle avait baissé de 14 pour 100 par rapport au même mois en 1994. Pour l'ensemble de l'année, le produit intérieur brut (PIB) a chuté d'environ six pour cent. Le taux de chômage dans les 39 grandes régions urbaines plafonnait à 7,6 pour 100 en août, alors qu'il était de 3,6 pour 100 un an auparavant. Le taux de chômage réel est beaucoup plus élevé parce que les chiffres officiels ne tiennent pas compte de l'économie non structurée.

Les effets de la dévaluation sur la production industrielle se sont surtout fait sentir dans les industries qui utilisent beaucoup d'intrants étrangers et vendent essentiellement aux consommateurs mexicains. L'indice des prix à la consommation a augmenté de presque huit pour cent en avril 1995 seulement et, pour l'ensemble de l'année, l'augmentation a été d'environ 52 pour 100. En règle générale, les industries exportatrices ont été gagnantes car la faible valeur du peso a stimulé les ventes. Au cours des trois premiers trimestres de l'année, la production a augmenté de deux pour cent dans

le secteur du papier et de presque dix pour cent dans le secteur des métaux de base. La production minière a aussi nettement augmenté.

La privatisation et la déréglementation

À la suite de la grave crise économique imputable à la chute des prix du pétrole au début des années 1980, le gouvernement a été contraint d'envisager de remplacer ses politiques protectionnistes en vigueur depuis longtemps. Le président de l'époque, Miguel de la Madrid, a libéralisé les échanges en devenant signataire de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) et a commencé à vendre des sociétés d'État. Peu après avoir pris le pouvoir en 1988, l'ancien président Carlos Salinas a engagé son gouvernement à continuer à appliquer vigoureusement ces politiques. Des barrières commerciales ont été abaissées, les subventions de l'État nettement réduites et l'économie ouverte à la participation du secteur privé. Pendant son mandat, le nombre de sociétés d'État a été réduit de 1 115, quand le président de la Madrid a pris le pouvoir en 1992, à 215. C'est également le président Salinas qui a entamé des négociations commerciales qui ont abouti à la signature de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA). Ces politiques ont aidé à stabiliser les finances publiques et à alimenter la croissance économique. Le taux d'inflation a baissé de 52 pour 100 en 1988 à sept pour cent en 1994.

Le président Zedillo a continué à mettre en œuvre les politiques de son prédécesseur. Au début de 1995, le programme de privatisation a été revigoré. Les raffineries et les gazoducs, les centrales électriques et les chemins de fer ont été mis en vente par le gouvernement. Le nouveau gouvernement s'est également engagé à mettre en œuvre l'ensemble des réformes agraires

entamées par son prédécesseur. Quelques semaines après être arrivé au pouvoir, le gouvernement Zedillo a allégé la bureaucratie au moyen d'une série de mesures qui ont été interprétées comme favorables au secteur privé.

Le Plan national de développement

En mai 1995, le président Zedillo a tenu l'obligation qui lui est faite par la Constitution de présenter au pays un plan économique de six ans. Le *Plan Nacional de Desarrollo (PND)*, Plan national de développement, fixe cinq grands objectifs :

- le renforcement de la souveraineté nationale et l'amélioration de l'image internationale du pays;
- l'élimination de la corruption;
- la démocratisation du pays au moyen de la réforme électorale;
- l'accent sur le développement social en améliorant l'éducation, en élargissant les programmes de lutte contre la pauvreté et de soins de la santé;
- l'atteinte d'un taux annuel de croissance de cinq pour cent ou plus et la création d'un million d'emplois de plus par an.

Le gouvernement Zedillo veut de plus réduire sa dépendance envers les investissements étrangers à deux pour cent de son produit intérieur brut (PIB) ou moins d'ici la fin du siècle. Pour atteindre cet objectif, il faudra accroître l'épargne nationale et réformer le système fiscal afin de favoriser le réinvestissement des profits.

Le commerce extérieur

Les États-Unis sont de loin le principal partenaire commercial du Mexique avec 85 pour 100 des importations du pays et 69 pour 100 de ses exportations. Le Canada est son second marché d'exportation en importance et le quatrième pour